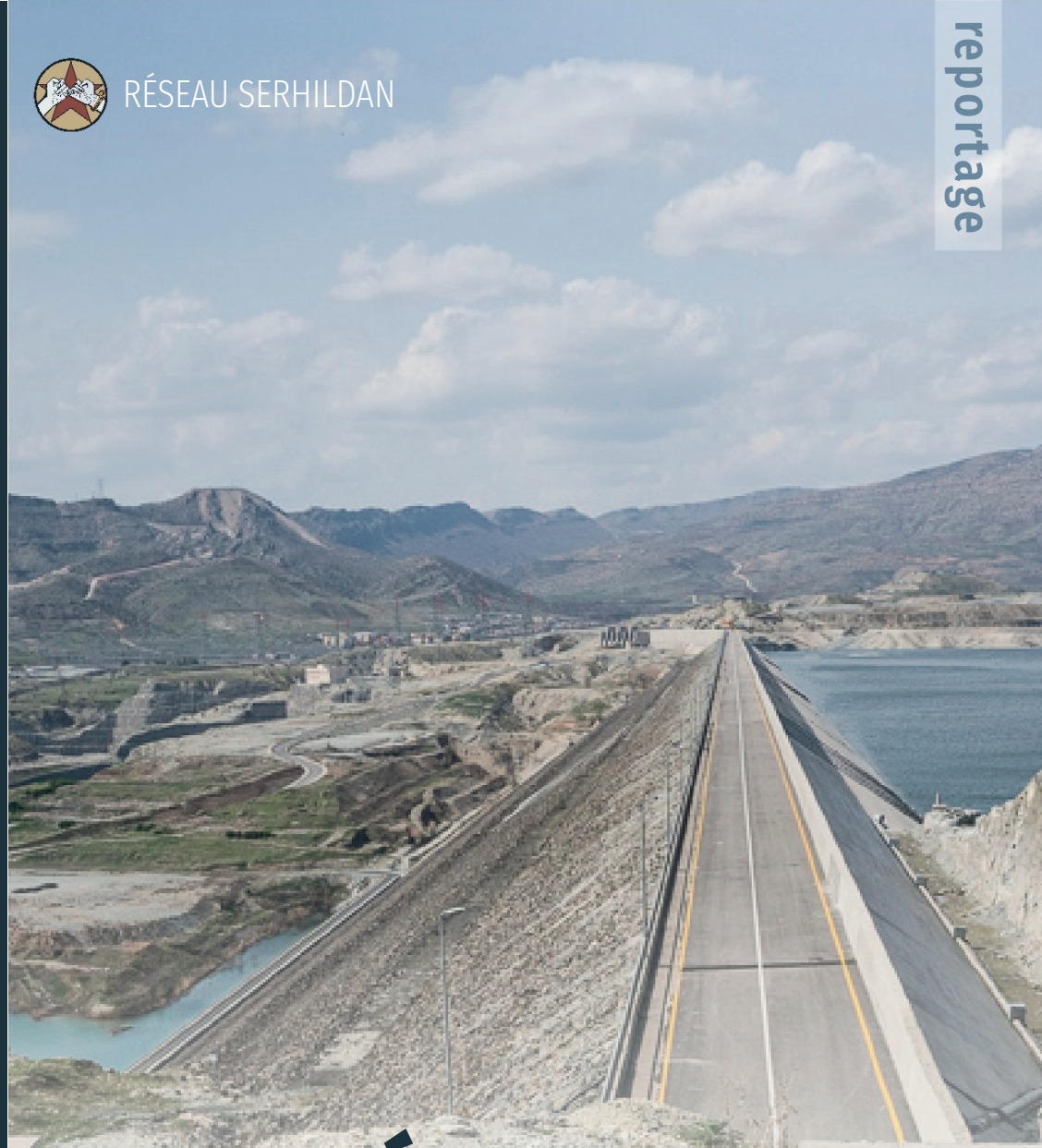
SERHILDAN.ORG
@reseauserhildan

RÉSEAU SERHILDAN

reportage



LUTTES ÉCOLOGIQUES
AU KURDISTAN DU NORD

PRÉSERVER L'EAU ET & LA TERRE

Luttes écologiques au Kurdistan du Nord

Préserver l'eau & la terre

Loez

(Photo)journaliste indépendant, Loez s'intéresse depuis plusieurs années aux conséquences des États-nations sur le peuple kurde, et aux résistances de celui-ci.

Camille Marie

Doctorante en géographie et en anthropologie.

Mars 2023

Brochure disponible en ligne
https://serhildan.org/ressources

Déjà parues

Discussion et pratiques écologiques au Kurdistan,
Ercan Ayboga (Histoire, mars 2023)

Nazis, djihadistes et contre-insurrection. Sur le développement de la doctrine de guerre spéciale des États-Unis et de l'OTAN,
Nikolaus Brauns (Histoire, novembre 2022)

du Kurdistan – notamment la révolution du Rojava – constituent une expérience majeure pour tout groupe qui aspire à l'émancipation de la société. Nous organisons donc des échanges et des formations pour apprendre de cette expérience et la faire dialoguer avec les luttes d'ici.

Le réseau s'organise également en autonomie de femmes (mixité choisie). Cette autonomie s'inspire de l'organisation des femmes au sein du Mouvement de libération du Kurdistan. Elle découle de la conviction que le patriarcat est une oppression centrale, et que l'organisation et la libération des femmes sont indispensables pour la libération de la société. En promouvant l'auto-organisation des femmes, nous nous inscrivons dans la lutte historique contre le patriarcat à travers le monde.

Nous avons plusieurs groupes, n'hésitez pas à nous écrire pour nous rencontrer ou nous rejoindre :
contact@serhildan.org

Sommaire

Guerre de l'eau et des mémoires au Kurdistan Nord 7

Une ferme écologique en résistance 26

A Amed, l'écocide continue dans les jardins de Hevsel 41

Le réseau Serhildan

Serhildan est un réseau de solidarité avec les luttes au Kurdistan et la révolution du Rojava (nord et est de la Syrie). Il réunit plusieurs collectifs et organisations aux pratiques multiples, actifs dans les territoires urbains ou ruraux des États français, belges et suisses.

Nous nous inscrivons dans une perspective internationaliste, c'est-à-dire que nous pensons que toutes les luttes sont connectées. En effet, nous vivons dans un système d'oppression global : la guerre que mène l'État fasciste turc au Kurdistan est rendue possible par la complicité des États-nations européens et des alliances transnationales comme l'OTAN. C'est pourquoi, nous nous donnons pour objectif de dénoncer et de combattre la machine de guerre et de répression ici en Europe, en répondant aux appels de campagnes internationales tels que RiseUp4Rojava et WomenDefendRojava ou en développant nos propres campagnes.

Avec ce réseau, nous voulons :
– Nous coordonner : Notre but est d'unir nos forces, pour que nos actions aient un impact maximal.
– Informer : Nous voulons pallier au manque crucial d'informations sur la région en langue française. C'est pourquoi nous nous sommes doté-e-s d'un site et de réseaux sociaux qui ont pour but de diffuser l'actualité des attaques et de la résistance au Kurdistan.
– Nous former : Nous considérons que l'histoire, la pensée et les pratiques révolutionnaires du Mouvement de libération

l'écocide en cours dans les régions kurdes.

Garo Paylan, député du HDP de Amed, a inscrit le 27 décembre 2022 à l'ordre du jour du Parlement les travaux d'excavation effectués par la municipalité de Sur dans les jardins du Hevsel et le lit du Tigre, et a interpellé le ministre de la Culture, Mehmet Nuri Ersoy. Soulignant que l'excavation, qui serait effectuée pour prélever du sable et du gravier dans le lit de la rivière, occasionne la destruction de l'endroit, il a posé à Ersoy les questions suivantes :

« 1. Les excavacations dans les jardins du Hevsel de Diyarbakır sont-elles connues de votre ministère ?
2. Votre ministère a-t-il mis en place des actions visant à protéger les jardins de Hevsel et la vallée du Tigre, et si ce n'est pas le cas, allez-vous travailler dans ce sens ?
3. Y a-t-il une enquête sur la destruction des jardins de Hevsel, et si non, y aura-t-il une enquête ? »

Les destructions en cours dans les jardins de Hevsel font partie d'une stratégie plus générale de guerre de l'eau menée par la Turquie et sont une déclinaison de l'écocide mené au Bakur par l'état turc. Tout le long de son cours, le fleuve est tour à tour étouffé par la pollution des carrières de gravier ou de sable et par les barrages qui étranglent son flot et noient des lieux historiques, comme le village de Hasankeyf près de la ville de Batman. A travers le contrôle de l'eau des rivières et de leurs berges, l'État poursuit à la fois des visées économiques, transformant la nature en source de profits. Mais aussi politiques, pour contrôler le terrain et les mémoires dans une région où l'histoire est un champ de bataille.

Guerre de l'eau et des mémoires au Kurdistan Nord

Un reportage de Camille Marie et Loez, janvier 2022



Casquette vissée sur la tête et grande silhouette mince, Ridvan Ayhan tire sur sa cigarette d'un air songeur. L'eau du fleuve Dicle (Tigre) qui clapote à ses pieds prend sa source dans les monts Taurus, au sud-est de la ville d'Elazig. Près de mille kilomètres en aval, elle rejoindra sa sœur, l'Euphrate. Les deux géantes se retrouveront en Irak, rassemblées dans les eaux du delta du Chatt-al-Arab avant de finir ensemble leur long voyage, 200 kilomètres plus bas dans le golfe Persique. Sur leur chemin, elles auront traversé de vieilles montagnes calcaires aux flancs tantôt recouverts d'herbe verte, tantôt nus et jaunes, selon les saisons et l'altitude, puis de vastes plaines. Grâce à leurs eaux, on cultive pistaches et olives, blé et coton. Pareille aux voyageurs et aux voyageuses qui doivent souvent s'arrêter sur la route du Kurdistan, stoppé·es par de nombreux checkpoints, la course des géantes est interrompue par des barrages qui les transforment parfois en maigres rivières. Contemplant ce flot qui ne coule plus libre comme avant, le militant écologiste pense peut-être à son enfance dans le village majoritairement kurde de

Hasankeyf, dont les 12 000 ans d'histoire ont été entièrement engloutis sous ces mêmes eaux, à l'instar de près de deux cents autres lieux au fur et à mesure du remplissage du barrage d'Ilisu, débuté mi-2019.

« Je suis né dans une petite grotte de Hasankeyf, dernier d'une fratrie de quatre enfants. Ma mère, tous les matins, nous préparait une soupe dans la cheminée pour le petit-déjeuner, puis on sortait dehors pour jouer. Les Kurdes vivaient dans les grottes en bas. Nous, les, Arabes étions en haut. En échange de ce qu'il pêchait dans le Dicle, mon père achetait ce dont on avait besoin à la maison… Tous les matins avant notre réveil, ma mère marchait deux kilomètres pour aller au pied des monuments, sur les berges du fleuve, afin de laver nos vêtements. Puis elle puisait de l'eau et rentrait à la maison. Aujourd'hui tous les souvenirs de cet endroit ont disparu, les souvenirs d'enfance se sont évanouis, notre mode de vie s'en est allé. »

« Aujourd'hui tous les souvenirs de cet endroit ont disparu, les souvenirs d'enfance se sont évanouis, notre mode de vie s'en est allé. »

Alors que des villages disparaissent, rien ne semble pouvoir entraver la construction de nouveaux ouvrages. En 2019, un tiers de la production électrique en Turquie était assurée par des usines hydro-électriques, ce qui en fait la deuxième source d'énergie de ce type du pays, derrière les centrales à charbon. D'après les chiffres officiels du gouvernement turc, le potentiel hydrique total de la Turquie est de 186 milliards de m3 — l'Euphrate représentant 32 milliards de m3 et le Tigre 21 milliards, les deux fleuves concentrent ainsi 28 % du potentiel hydroélectrique total. Barrant le cours de l'Euphrate à proximité de la ville d'Urfa, et mis en service en 1992, le barrage Atatürk est le plus puissant de toute la Turquie. Long de près de deux

ouvrant la porte aux promoteurs. Des travaux de construction ont eu lieu ces dernières années : cafés, routes et une terrasse d'observation.



« Le site du pont « ön gözlü » en a été la première étape. Autour du pont, monument historique en aval des jardins de Hevsel, l'État a fait des berges du fleuve une zone commerciale. Il bénéficie d'une rente sur tous les cafés et restaurants. La mosquée, la route et tous ce que vous pouvez voir derrière, c'est son oeuvre. La situation des jardins de Hevsel est le résumé à l'échelle microscopique des politiques sur l'eau au Moyen-Orient. Pour donner un exemple, le fleuve Tigre n'a pas de statut selon la législation turque, ce n'est pas un fleuve, pas une rivière, pas un lac, officiellement il n'a pas de nom. N'ayant aucune reconnaissance, vous ne pouvez rien faire pour le préserver. Cette stratégie a permis à l'État d'en faire une source de rentabilité. » explique un activiste du mouvement écologiste de Mésopotamie, qui lutte contre

atteinte à la faune et à la flore. » enrage Ferit Kahraman. *« Avec stupeur, nous demandons combien de temps ces destructions vont durer et ce que ces travaux inconscients vont apporter. Nous exigeons que les responsables soient punis et que les destructions soient stoppées. »*

Doğan Hatun, coprésident de la Chambre des ingénieurs des mines, raconte que lorsqu'ils sont venus inspecter le site de destruction, des fonctionnaires du département de la protection de l'environnement de la municipalité métropolitaine de Diyarbakır étaient également présents sur place. Ils ont expliqué que la municipalité de Sur leur avait demandé l'autorisation de prélever du sable et du gravier dans le lit de la rivière, mais qu'ils n'y avaient pas prêté beaucoup d'attention. L'ingénieur souligne ironiquement avoir alors constaté à quel point les responsables de la municipalité étaient sensibles à la nature, à la culture et au patrimoine de la ville, et ajoute : *« Cet endroit est inscrit au patrimoine culturel historique de l'UNESCO et si pas un seul clou ne peut être planté ici sans l'autorisation de l'UNESCO et de l'ICOMOS, mais ils peuvent quand même autoriser la municipalité à prélever du sable avec des pelleteuses et des camions au hasard. Ils ont décidé d'eux-mêmes d'accorder cette autorisation. »*

La véritable autorité appartient au peuple, rappelle M. Hatun : *« Le véritable propriétaire de la ville est le peuple, pas les municipalités. Puisqu'elles n'ont pas pour objectif de protéger cette ville, elles peuvent modifier au hasard le lit de la rivière avec des équipements lourds. Si aucun voix ne s'élève, ils transformeront cet endroit en une zone de location pour leur profit. »*

Ces destructions s'inscrivent dans un plan plus large des administrateurs d'État et de l'AKP visant à transformer la zone naturelle des jardins de Hevsel en rente économique. En 2016, elle a été déclarée « zone de projet spécial » en 2016,

kilomètres, haut de 151 mètres, ses huit turbines produisent annuellement environ 8,9 TWh |1]. Vu du hublot d'un avion, l'ouvrage impressionne. En amont du barrage, des vallées ont été noyées, transformées en un vaste lac artificiel faisant office de réservoir à l'ouvrage.



[Avril 2021 : à quelques centaines de mètres de Hasankeyf, le lâcher d'eau fin 2020 a laissé apparaître les maisons submergées du village de Suçkene]

La construction des premiers barrages dans les régions kurdes de Turquie date des années 1960. À la fin des années 1970, deux plans majeurs sont mis en œuvre : le projet d'Anatolie du sud-est (GAP), dont fait partie le barrage Atatürk, et qui reçoit près de 32 milliards de livres turques d'investissement, venues principalement des fonds de l'État, et le projet de l'Anatolie orientale (DAP). Le premier touche le sud des régions kurdes, quand le deuxième s'étend plus au nord, en direction de la frontière iranienne. *« Sur les fleuves de l'Euphrate et du Tigre, la Turquie a construit 22 barrages avec le projet GAP. Sur le fleuve Munzur, il est question de 13 projets de barrages, dont certains sont achevés. Il y a le*

barrage de Silvan avec lequel est annoncée la construction de 8 autres barrages qui engendreront la disparition d'une cinquantaine de villages à Lice, Hazrov et Kulp qui resteront sous les eaux », explique Vahap, militant du Mouvement écologiste de Mésopotamie, une organisation qui s'oppose à ces projets d'aménagement du territoire. Ceux-ci ont plusieurs objectifs : stocker l'eau nécessaire aux cultures spécialisées comme le coton ou le blé, prévenir les inondations et, bien sûr, produire de l'électricité. Sur le premier et le dernier points, ces ouvrages semblent être des réussites.

« Le contrôle — voire l'ambition de mainmise — sur les ressources en eau est un enjeu de taille, qui s'immisce dans la géopolitique régionale depuis cinquante ans. »

Irriguant quelque 1,8 million d'hectares de terres via des tunnels souterrains longs de plusieurs dizaines de kilomètres, les 22 barrages du GAP, couplés à 19 usines hydroélectriques, produisent près de 10 % de la production électrique nationale. À la fin de l'année 2020, 491,4 TW d'énergie électrique avaient été produits par les barrages du GAP, pour une valeur estimée à 29,5 milliards de dollars américains. Ces projets pharaoniques font de la Turquie l'une des grandes puissances hydroélectriques de la région, le pouvoir mettant tout à la fois en scène sa capacité financière d'investissement et sa productivité territoriale. Le contrôle — voire l'ambition de mainmise — sur les ressources en eau est un enjeu de taille, qui s'immisce dans la géopolitique régionale depuis cinquante ans.

Une banale question de géopolitique régionale ?

Le contrôle des débits des fleuves est en effet un outil de pression politique de premier ordre pour la Turquie. Elle

place pour constater l'ampleur des dégâts. Ferit Kahraman, son coprésident, a déclaré qu'ils allaient entamer une procédure judiciaire contre les autorités ayant donné leur aval aux destructions. Le Barreau de Diyarbakır a également déposé une plainte pénale contre les personnes impliquées dans l'enlèvement de sable et de gravier par les équipes de la municipalité de Sur.

« Pas un seul clou ne peut être planté ici sans l'autorisation de l'UNESCO et de l'ICOMOS, mais ils peuvent quand même autoriser la municipalité à prélever du sable avec des pelleteuses. »



« En ce moment, une zone naturelle urbaine protégée et un paysage naturel sont transformés en une zone à louer. Des équipements lourds et des camions détruisent ces sites naturels et le lit des rivières. Ces destructions vont porter

sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, tout comme les remparts de la ville et le lit du fleuve. Leur histoire est vieille de plus de 8 millénaires, et on y compte jusqu'à plus de cent espèces végétales, de nombreuses sortes de poissons, et près de 187 espèce d'oiseaux d'après des recherches menées par l'université de Dicle. C'est aussi la zone de peuplement des tortues de l'Euphrate, une espèce endémique, qu'on trouve jusqu'en Irak.



Pourtant, l'administrateur d'État qui siège désormais à la mairie de Sur depuis le limogeage de ses maires légitimement élu·es au nom du HDP vient d'autoriser des engins de chantier à y pénétrer et à déchirer la terre et l'eau de leurs pelles d'acier. Les destructions transforment des terres cultivables en zones constructibles, et, plus grave encore, menacent d'altérer le cours du fleuve.

La branche d'Amed de la Chambre des architectes (TMMOB) a aussitôt réagi à cette attaque, et s'est rendue sur

régit à l'heure actuelle près de 90 % du débit de l'Euphrate, elle qui n'accueille sur son sol que 28 % de la surface de son bassin. De la même manière, elle contribue à la moitié du débit des eaux du Tigre alors qu'elle n'abrite qu'un dixième de son bassin versant [2]. Selon les estimations, le projet GAP, quasi achevé, absorbera entre 17 et 34 % du débit total de l'Euphrate. Face à la menace que cela représente pour les pays en aval, un accord a été signé en 1987 entre la Turquie et la Syrie, garantissant que la première laisse couler au minimum 500 m3/s. Cet accord prévoyait que la Turquie puisse ponctionner davantage, en cas de « nécessité ». Bien sûr, il n'était pas seulement question d'irrigation et de production d'énergie.



[Le barrage d'Ilisu, qui a ennoyé la ville de Hasankeyf, se trouve au niveau du village de Dargeçit.Source : Openstreetmap]

Déjà, à cette époque, la Turquie menaçait d'agir sur le débit du fleuve si la Syrie maintenait son soutien au PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan. Elle est ainsi parvenue à

le faire expulser du pays. Aujourd'hui, elle met ses menaces à exécution afin de peser sur l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie [3] (AANES), projet administratif et politique auquel la Turquie s'oppose farouchement. La réduction drastique du débit de l'Euphrate, mais également celui de nombreuses rivières tel le Khabur, a des retombées lourdes sur les habitant·es du nord de la Syrie, tant en matière de production électrique — cette constriction empêche le bon fonctionnement des trois barrages contrôlés par les Forces démocratiques syriennes — qu'en matière de production agricole et d'accès à l'eau courante. Responsable des barrages hydroélectriques sur l'Euphrate, Mohammed Tarboush, ingénieur de formation, expliquait lors d'une interview en avril 2018 les raisons de la pénurie d'eau : *«-D'après les lois internationales, le débit du fleuve devrait être de 500 m3/s. Mais maintenant, la Turquie laisse passer 200 m3 seulement, parfois même 100 m3 [4] ». De son côté, Vahap rappelle qu'« un processus a débuté dans les années 1970 entre la Syrie, l'Irak et la Turquie. Celle-ci a toujours voulu résoudre les problèmes liés à l'eau entre ces États. On peut même dire qu'elle a tout mis en œuvre pour que les États impérialistes ne s'en mêlent pas car elle sait très bien que, si s'était le cas, les problèmes prendraient une autre ampleur. Au début des années 1990, un accord stipulait que 58 % de l'eau était à destination de l'Irak et 40 % environ de la Syrie. »*
Depuis, la situation a empiré. Le manque d'eau, auquel s'ajoutent des vagues de chaleur plus longues et plus fortes en 2021 ont conduit à une importante sécheresse, occasionnant de faibles récoltes pour l'AANES dont l'économie dépend fortement de la production agricole.

« Dernièrement un accord a été établi avec l'Irak, en décembre 2020, au sujet du Tigre. Et on se demande ce qui a été promis en contrepartie de l'eau… »

À Amed, l'écocide continue dans les jardins de Hevsel

Un reportage de Loez, janvier 2023



En cette fin d'année 2022, un soleil d'hiver inonde d'une lumière jaune les jardins de Hevsel, en contrebas des remparts en basalte noir de Sur, la vieille ville d'Amed (Diyarbakır dans la langue de l'occupant turc). Perché à leur sommet, le regard embrasse les champs qui s'étalent en pente douce jusqu'au fleuve Dicle (Tigre) qui serpente en contrebas. Les champs boueux alternent avec d'autres en culture, rectangles d'un vert lumineux et croquant, et avec le gris des carrés plantés de fins peupliers qu'on coupe jeunes pour la construction. Quelques fumées bleues de branchages encore verts qu'on brûle s'élèvent, verticales. Mais une couleur incongrue attire soudain l'oeil. Un jaune agressif, celui des engins de chantier. Un champ en bordure de fleuve est en train d'être nivelé par deux pelleteuses, tandis que plus loin, une autre fouille les entrailles du fleuve pour en extraire des pelletées de sable et de gravier qu'elle dispose au milieu de son flot, formant peu à peu un barrage qui l'étrangle et l'oblige, peu à peu, à infléchir son cours.

Autrefois les jardins de Hevsel nourrissaient la ville. Si ils ne remplissent plus cette tâche, ils figurent depuis 2015

Notes

1 -Nous nous appuyons ici, notamment en matière de données numériques, sur le travail de Derya Nizam et Zafer Yenal à propos des politiques des semences en Turquie.

2 - Si la vente aux jardiniers amateur·es ou aux collectivités de semences dites paysannes a été autorisée par une loi de 2020, le décret 81–605 « Commerce des semences et des plants » restreint l'usage commercial de semences à celles inscrites à un catalogue officiel, où figurent les semences brevetées vendues par les multinationales de l'agro-alimentaire. Plus d'informations sur le site semences paysannes.

3 - Déesse mésopotamienne à tête de femme et corps de serpent. Son histoire est à l'origine de l'utilisation des symboles des deux serpents pour désigner la médecine et la pharmacie.

4 - Grands projets de construction de barrages lancé à partir de la fin des années 1970 dans les régions kurdes, au sud et à l'est du pays.

5 - Ville au nord-est de la Turquie, près de la mer Noire, dans une région connue pour ses hautes montagnes et sa nature préservée.

Faute d'eau, les blés n'ont pas pu atteindre une maturation correcte.

Mettre en scène la puissance

« Le barrage a une importance stratégique, l'eau qui coule ici passe en Syrie et en Irak. C'est une manière de les dominer et de leur dire "Si tu ne me donnes pas ce que je veux je couperai ton eau". Donc actuellement, l'Irak est dépendant de la Turquie. » Ridvan Ayhan évoque ici ce que d'autres ont appelé le « complexe de l'aval [5] » : la dépendance politique des pays situés à l'aval des cours d'eau vis-à-vis de ceux qui, à l'amont, commandent les ouvertures et fermetures de barrage. Il ne souhaite pas en dire plus ; on apprend qu'il a déjà passé un an et demi en prison pour son engagement écologique. Vahap clarifie : *« Dernièrement, un accord a été établi avec l'Irak, en décembre 2020, au sujet du Tigre. On se demande ce qui a été promis en contrepartie de l'eau… Est-ce qu'il y a eu un accord pour que la Turquie fasse la guerre au nord de l'Irak ? »* En effet, quelques semaines après cet accord, le niveau du Tigre baissait aux alentours d'Hasankeyf, signe que les vannes avaient été ouvertes pour fournir un débit plus important à l'aval, et l'armée turque intensifiait ses attaques contre le PKK au nord de l'Irak. Cela n'a suscité nulle protestation du gouvernement irakien, alors même que la Turquie se livrait à de nombreuses violations territoriales et installait des bases militaires au nord du pays. Ce moyen de pression avait déjà été utilisé à la fin des années 1990, lorsque la Turquie avait coupé le débit de l'Euphrate, exigeant avec succès de l'État syrien qu'il chasse de son territoire Abdullah Öcalan, leader du PKK. La guerre des fleuves est double : la Turquie a le pouvoir d'assoiffer comme de faire chanter les pays en contrebas. Et elle ne s'en prive pas.

Les intérêts de la Turquie en matière de construction de barrages hydroélectriques dépassent la seule stratégie géopolitique. On a vu ailleurs des ouvrages d'art de ce type servir — comme d'autres projets d'aménagement du territoire — à signifier la puissance des États, leur capacité d'édification et à faire office de vitrine mondiale pour les gouvernements. Qu'on songe aux barrages que l'Argentine projette dans les années 2000 sur le fleuve Paraná, au pharaonique barrage des Trois Gorges en Chine, ou à celui, plus récent encore, de Baihetan. Qu'on songe encore au projet gigantesque de Nachtigal au Cameroun, faire-valoir de *« l'ambition africaine dans l'hydroélectricité [6] »*. Aucun de ces ouvrages, dont les coûts s'élèvent à plusieurs millions de dollars, n'a pour seul but de produire de l'énergie. Pour la plupart, ils sont pensés comme des prouesses techniques, des mégaprojets au travers desquels la puissance édificatrice et financière d'un État est présentée à la face du monde. Cette ambition n'est pas toujours compatible avec d'autres, et notamment le développement des régions que ces constructions affectent, balafrent. En effet, si la forte croissance économique de la Turquie depuis la fin des années 1990 a occasionné une demande croissante en énergie et une hausse de plus de 400 % de sa consommation ces trente dernières années, les barrages hydroélectriques ne répondent que partiellement à ces besoins. Les hausses les plus importantes en termes de consommation concernent principalement le secteur industriel. Or, dans les régions kurdes concernées par les projets GAP et DAP, il n'y a que peu d'industries, celles-ci ayant été volontairement maintenues dans un état de sous-développement économique. Le mouvement autonomiste kurde a d'ailleurs conservé dès ses débuts, dans ses écrits, la mémoire d'une telle gestion coloniale de ces régions. L'électricité produite par les barrages n'a donc qu'un intérêt limité pour les

détruit et manipule la nature pour asseoir son contrôle militaire des régions où le peuple résiste, ou au profit des intérêts de grandes compagnies proches du pouvoir a fini par ne plus être cantonné aux régions kurdes. Barrages noyant des villages, incendies de forêt, carrières sauvages… La même politique est employée à présent dans d'autres régions. L'écologie est devenue un enjeu national ; différents mouvements locaux partageant des valeurs communes, progressistes et anticapitalistes, ont fini par se regrouper au sein d'une union écologiste d'envergure nationale afin de partager leurs expériences de lutte, comme le détaille le même militant de Mardin : *« L'union écologiste rassemble environ soixante-huit composantes de différentes régions. Tout comme le mouvement des femmes, le mouvement écologique touche tout le monde et nécessite une organisation commune. Par exemple, lorsqu'un barrage est en cours de construction à Artvin [5], nous ne disons pas que ce barrage ne nous concerne pas. Bien au contraire, il affectera cette région comme le reste. C'est un tout. Cette union n'est pas une association, elle n'a pas de représentant juridique. Nous travaillons ensemble pour agir de manière organisée. C'est un pas énorme pour la Turquie et nous réussissons à toucher de nombreuses personnes de cette manière. Nous recevons des mails de certains villages : ils ne connaissent peut-être pas les associations écologiques qui se trouvent près de chez eux, mais ils ont entendu parler de notre union. Ils nous disent qu'un projet est en train d'être développé près de chez eux et nous demandent de l'aide pour se mobiliser contre. »* Et le militant de conclure : *« Une lutte commune se développe. »*

arrestations de militant·es, peines de prison, pression policière lors des enquêtes de terrain… Les projets mis en place s'en voient affectés.

Coordonner les résistances

Avant la construction de la ferme, le centre écologique de Diyarbakır avait initié d'autres actions. En 2014, des jardins collectifs ont vu le jour dans le camp de réfugiés « Shengal », ouvert pour accueillir les milliers de Yézidis ayant fui les massacres après l'attaque, en août 2014, de Daech sur la ville de Shengal, à la frontière irako-syrienne. Puis d'autres jardins partagés ont été créés dans la ville même d'Amed, entretenus pendant cinq ou six ans avant d'être détruits par l'administrateur d'État au service du pouvoir qui a remplacé les maires démocratiquement élus. Le nouveau pouvoir municipal n'encourage guère la préservation des terres et le développement écologique. Dans le sillage de la politique nationale, il délivre à tout va des permis de construire, qui font exploser les prix des terrains : si à l'époque, Zeki a payé 30 000 TL sa terre, l'équivalent de 3 000 dollars, elle vaut aujourd'hui 150 000 TL, soit 15 000 dollars. Préserver une terre agricole de sa transformation en terrain constructible constitue donc également un acte de résistance. Ismaïl justifie son engagement écologique par le fait que l'environnement est désormais un champ de bataille, en particulier dans les régions kurdes. *« Nous vivons ici. Dans le passé, nous n'entendions que le bruit des fusils, mais aujourd'hui il y a aussi une forme de terrorisme alimentaire : l'alimentation est utilisée comme une arme. »* L'autonomie alimentaire est dès lors un enjeu important de lutte.

L'action de l'État turc sur l'environnement ne se limite pas à l'agriculture. La façon dont il s'accapare des terres, les

provinces kurdes. En réalité, ceux-ci servent surtout à l'État à contrôler territoire, population et mémoire, afin d'étouffer la contestation qui sourd dans ces régions.



[Mai 2021 : zone sous contrôle de l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (Rojava). Les grains que montre une paysanne sont petits et secs : elle craint de pouvoir à peine rembourser le coût de la production avec sa récolte]

Ennoyer les mémoires : les barrages au service de la politique interne

« La construction du barrage n'était pas qu'une question d'énergie, car la production pour la Turquie en provenance d'ici n'est pas si importante », affirme Ridvan. Les barrages sont un moyen pour l'État turc de contrôler les populations kurdes : de tels projets vident de force les villages, dont les populations doivent se déplacer — ou être déplacées — dans des centres urbains ou des colonies de peuplement. Là, elles sont relogées dans des habitats construits sur mesure par l'agence en charge du développement du logement social, communément appelée TOKI. L'architecture de ces

nouveaux quartiers est d'abord pensée pour en faciliter la surveillance. Sur le plan social, il s'agit de casser le tissu de relations et de solidarités existant dans les villages, et les résistances qui en découlent.

« Nos ancêtres sont arrivés ici car il y avait de l'eau, ils en ont fait un endroit historique, et ils ont dû partir d'ici à cause de l'eau. »

Ridvan explique : *« À cause du barrage d'Ilisu, 199 zones d'habitation ont disparu et entre 80 000 et 100 000 personnes ont été exilées. Elles ont été contraintes de partir dans les grandes villes. Celles qui sont restées sont des personnes âgées qui ne voulaient pas quitter leurs terres, leurs champs. Ce bassin a été déshumanisé. Avant la mise en œuvre du barrage, l'État a fait de fausses promesses à la population : "On va vous créer de l'emploi, on va améliorer votre qualité de vie." Ainsi, ils ont poussé les gens à l'exil. Mais ça a été le contraire : il n'y a pas eu d'opportunités d'emploi, pas de champs, pas de jardins, pas de bêtes. Il ne reste plus rien. Les champs, les potagers, les pâturages, le bétail, les plantes, les vignobles de la population, tout a été détruit, vidé. Où vont aller ces gens ? Une personne qui a une activité agricole, que va-t-elle faire dans une grande ville ? Nos ancêtres sont arrivés ici car il y avait de l'eau, ils en ont fait un endroit historique, et ils ont dû partir d'ici à cause de l'eau. »*

Pour Vahap, les regroupements de population dans les zones urbaines sont une continuité de la politique de la terre brûlée menée par l'armée turque dans les régions kurdes au cours des années 1990. Alors, les villages étaient incendiés et leurs occupant·es poussé·es à l'exil dans les métropoles. En regroupant dans les villes des populations rurales, c'est toute une mémoire qui est condamnée à disparaître : celle des plantes et des animaux, des paysages et des humain·es qui les ont habités. À Hasankeyf, une ville a été érigée au-dessus de la nouvelle limite des eaux. Son architecture a des

et de la famine est la petite agriculture, car elle s'autorégule. Quand l'agriculture est industrialisée, vous consommez des produits chimiques, vous tuez les insectes avec des pesticides chimiques, vous perturbez ainsi l'équilibre naturel. » La ferme écologique de Diyarbakır est un exemple parmi d'autres des résistances locales qui ont émergé. Mais, contrairement à l'ouest du pays, la résistance écologique est, dans les régions kurdes, l'une des composantes d'une lutte plus générale pour le droit à l'auto-détermination du peuple kurde.



[Juin 2014, région de Mardin : saison des moissons dans les vastes plaines cultivées de semences hybrides]

L'écologie constitue, avec la démocratie locale et directe et l'émancipation des femmes, un des piliers du projet de confédéralisme démocratique adopté par les forces politiques et civiles majoritaires du mouvement kurde, dans les régions occupées et gérées de manière coloniale par l'État turc. À ce titre, le Mouvement écologiste de Mésopotamie subit lui aussi la répression des autorités :

durant mon enfance est totalement asséchée. Pourquoi ? C'est à cause de la domination de l'agriculture industrielle dans la plaine. L'industrie veut produire toujours plus. Plus il y a de production, plus il faut puiser l'eau. À la fin du printemps, les sources s'assèchent complètement. La sécheresse augmente de plus en plus. Bien entendu, l'agriculture industrielle poursuit sa politique de production vu que les agriculteurs sont endettés. Ils creusent toujours plus profond pour trouver de l'eau. Parfois, nous plaisantons, nous disons que s'ils continuent, ils tomberont sur du pétrole. Nous faisons part de nos inquiétudes lors de nos conversations avec les agriculteurs, nous expliquons que ce n'est pas tenable sur la durée. »

L'uniformisation des cultures voulue par l'industrie alimentaire, dans un souci de productivité et de rendement économique, est pointée du doigt. *« Il existe une dizaine de variétés de tomates à Mardîn. Si vous ne les vendez pas dans les deux jours qui suivent la cueillette, elles pourrissent. La tomate d'ici a une croûte fine, sa texture est différente, mais sa saveur et son arôme sont excellents. Les supermarchés ne les acceptent pas car elles périment vite. Mais quelque chose qui reste longtemps sur l'étagère d'un rayon signifie que nous produisons plus que ce dont nous avons besoin. Nous surexploitons la nature. On s'habitue facilement à faire nos courses dans des supermarchés. Nous perdons la culture des marchés locaux, qui disparaissent progressivement parce que lorsque vous maintenez le marché local debout, les grands commerces sont touchés et l'État perd de son contrôle. La vente de légumes, hors grandes surfaces, est devenue quasi impossible. L'État dit au peuple qu'il ne doit pas manger des produits qui ne passent pas sous son contrôle. Avec le processus d'adhésion à l'Union européenne, les grandes surfaces se sont répandues, faisant disparaître les petits agriculteurs. En vérité, le seul moyen de sortir de la pandémie*

allures de cauchemar fasciste : des cubes de béton alignés au cordeau en guise de maisons, toutes identiques, s'étalent sur un flanc de colline. Un immense hôpital et une structure universitaire, désespérément vides, ont été ajoutés à l'ensemble. Quelques centaines de mètres en contrebas, le lâcher d'eau opéré fin décembre 2020 ne laisse plus apparaître que les tristes carcasses des maisons abandonnées. Étonnant paradoxe, d'anciens arbres toujours debout ont séché. On imagine leurs branches nues devenues blanches, quand autrefois garnies de feuilles, de fleurs ou de fruits, elles apportaient une ombre salutaire aux chaudes journées d'été. Les habitant·es ont eu le « choix », si l'on



[Mars 2021 : nouveau village de Hasankeyf]

peut nommer cela ainsi : accepter un nouveau logement, ou toucher une indemnité au montant dérisoire. Ne reste alors que l'endettement pour faire face au coût des logements urbains. Sans surprise, l'indemnisation de certain·es opposant·es au projet a pris beaucoup plus de temps que

pour d'autres : et voilà que faire couler les résistances passe également par appauvrir ceux qui luttent. Sans compter que certaines personnes se sont aussi vu refuser un logement, au prétexte qu'il n'y en aurait pas assez.

Les aménagements qui accompagnent la mise en place des barrages ont toujours un double emploi. L'aéroport flambant neuf de Diyarbakır, dont la plupart des terminaux sont vides, abrite également une grande base aérienne militaire d'où partent les avions qui s'en vont larguer leurs bombes sur les montagnes au nord de l'Irak, là où l'armée turque affronte la guérilla du PKK depuis début 2021 sans réussir à gagner de terrain. Les autoroutes, elles, facilitent les déplacements des forces armées et permettent de regrouper les flux de circulation sur de grands axes, plus faciles à contrôler que les petites routes secondaires ou les chemins de montagne. Ennoyer des vallées entières sert aussi à empêcher leur franchissement : ce sont d'abord les déplacements des combattant·tes du PKK qui sont visés, et ainsi entravés. Comment ne pas penser à la manière dont la Chine, par des barrages, mais également par d'autres projets d'aménagement du territoire tout aussi massifs — gazoducs, oléoducs, aéroports, routes [7] ? De la même manière, dans les années 1970–1980, si l'Algérie est alors soucieuse de promouvoir des infrastructures de développement sur l'ensemble de son territoire — usines, routes, etc. —, elle sait aussi qu'à travers celles-ci, elle se donne les moyens de mieux contrôler ses régions méridionales les plus indisciplinées. C'est ainsi que l'État algérien pense, notamment, les grands projets d'aménagement de la Kabylie. C'est moins la géographie qui sert à faire la guerre — comme l'a prétendu l'un des tenants français de la géopolitique, Yves Lacoste [8] — que l'aménagement territorial, efficace pour appliquer un colonialisme interne à peine déguisé.

pour conséquence une agriculture locale trop peu développée pour répondre aux besoins de la population, tant en termes d'exploitation que de diffusion. D'après Vahap, militant écologiste à Amed, *« les fruits et légumes dans les supermarchés sont des produits importés d'autres régions ou de l'extérieur. Bien évidemment ce sont des produits qui ont poussé à l'aide de pesticides, d'engrais chimiques : ils sont mauvais pour la santé. La plupart des fruits et légumes vendus à Diyarbakır sont comme ça. Aujourd'hui, à Diyarbakır, il y a de l'agriculture, certes, mais que ce soient les légumes ou les fruits, ils sont insuffisamment cultivés. »* Ceux-ci viennent principalement des régions d'Adana et de Mersin, dont l'ensoleillement important et le climat plus humide en ont fait des lieux de choix pour le développement d'une production agricole massive, à grand renfort d'intrants chimiques et au détriment des ressources aquifères.

L'agriculture industrielle fait des ravages sur l'environnement, comme nous l'explique un activiste écologiste de Mardin, ville proche de la frontière syrienne, dans une région chaude. Les périodes de sécheresses deviennent de plus en plus longues et fréquentes et les ressources en eau sont de plus en plus touchées. L'année 2021 a été l'une des pires à ce sujet, avec peu de précipitations et de longues vagues de chaleur, et donc pour conséquence de faibles récoltes. Le militant est catégorique : *« Depuis vingt-cinq ans, le principal problème dans la région de Mardin est l'eau. Par exemple, la crique dans laquelle je nageais et pêchais*

« L'agriculture industrielle fait des ravages sur l'environnement. Les périodes de sécheresses deviennent de plus en plus longues et fréquentes et les ressources en eau sont de plus en plus touchées. »

salades et de plantes. Parfois, les écologistes louent d'autres champs aux alentours pour leurs cultures.



[Avril 2021, Amed : les jardins de Hevsel, zone protégée par l'Unesco, autrefois source de fruits et légumes pour la ville d'Amed]

Agriculture industrielle et sécheresse

L'impact de la libéralisation du secteur agricole est particulièrement sensible au Kurdistan, région qui n'a pas autant bénéficié que d'autres de la mécanisation introduite dans les années 1960 : énième déclinaison d'une politique de sous-développement des régions kurdes assumée par l'État turc. Dans les années 1990, les forces armées turques ont vidé et rasé près de trois mille villages. D'autres ont été et continuent à être engloutis sous les eaux lors de la mise en service des dizaines de barrages construits dans le cadre des projets GAP et DAP [4]. Cela a causé un important exode rural et un effondrement du nombre de paysan·nes, avec

Faire couler récits, histoires et paysages

« Nos ancêtres sont arrivés ici car il y avait de l'eau, ils en ont fait un endroit historique, et ils ont dû partir d'ici à cause de l'eau. »

« La guerre ne se joue pas qu'au niveau militaire. Il ne s'agit pas que de la mort d'un certain nombre de personnes, poursuit Vahap. C'est une guerre qu'on ne nomme pas qui est menée à l'intérieur du pays. Et, comme à l'extérieur, elle est basée sur la politique énergétique et l'eau. Les zones où les barrages et les carrières ont été construits sont pour la plupart inscrites et reconnues comme étant des zones de sites historiques. Hasankeyf est aussi une ancienne zone de peuplement des Arméniens, des Assyriens et des Kurdes. Ce qui s'y est passé est la conséquence des politiques menées sur le fleuve Dicle et l'eau. Le fait que ce site historique reste sous les eaux est aussi un acte de guerre, sous la forme de destructions géographique, c'est-à-dire une destruction existentielle. Le fleuve Munzur, dans la région de Dersim, fournit un autre exemple. C'est une zone importante pour les Kurdes alévis, avec son histoire de résistance. Il y a aussi la rivière Zilan à Van, où reposent les os de 15 000 personnes, massacrées lors de la révolte d'Agri, menée par le mouvement Khoybun [9]. Aujourd'hui, l'État veut y construire une centrale hydroélectrique pour faire disparaître cet endroit, la mémoire. C'est aussi une façon d'étouffer les soulèvements. » La mémoire et le patrimoine matériel ne sont pas seulement détruits, ils sont aussi réécrits pour convenir au pouvoir en place : d'abord éradiqués, ils sont ensuite folklorisés et mis au service d'un projet économique de développement du tourisme.

Face aux protestations internationales suscitées par l'ennoiement du patrimoine de Hasankeyf, l'État turc a mis

en scène une campagne, largement médiatisée, de sauvegarde de certains monuments, déplacés en hauteur pour échapper à l'inondation. Ces monuments ont été regroupés, de manière totalement artificielle, en contrebas de la nouvelle ville, aux abords du fleuve, pour former ce qui ressemble à un parc d'attraction archéologique. Une jetée permet d'accueillir des embarcations de tailles diverses qui proposent aux touristes nationaux comme étrangers de passer sur l'autre rive pour visiter le peu qu'il reste de monuments, dont l'ancien palais des princes kurdes qui, du haut de la falaise, surplombait autrefois le fleuve et le village. L'ensemble est complètement artificiel, et met en scène une histoire scénarisée par le pouvoir. *« Les personnes qui n'ont pas de passé n'auront pas non plus de futur, analyse Ridvan. En détruisant notre passé, ils ont détruit notre avenir. Nos souvenirs d'enfance, de jeunesse, tout est parti, tout est resté sous les eaux. »* Il ajoute : *« Parfois c'est plus fort que vous, vous avez comme un nœud à la gorge. L'Unesco a pour charge la protection du patrimoine mondial, mais il n'a pas fait son devoir. Ceux qui ont détruit Hasankeyf l'ont fait avec une mentalité fasciste : ils l'ont massacré, ils ont massacré l'Histoire. Dorénavant, si un jour mes enfants, mes petits-enfants me demandent "Où vivais-tu grand père ?", quel endroit est-ce que je vais leur montrer ? Je vais leur montrer l'eau ? C'est immensément triste. »*

Résistances écologiques

La constriction du débit de l'eau par les barrages a aussi un impact sur l'environnement. Une eau vivante est une eau qui coule librement. En retenant les sédiments qui enrichissent les sols, et en changeant le taux d'humidité des terres, les barrages ont également un impact sur les cultures, affectant leur fertilité et augmentant leur salinisation. Ainsi, des barrages censés permettre l'irrigation des terres

Shamahran [3] est incrusté dans le mur.

Au-delà des projets écologiques, la ferme est également un lieu social. Différents ateliers sont organisés, visant à ramener des personnes pour les sensibiliser à la question écologique. Çilem, penchée au dessus d'un réchaud à gaz où une préparation chauffe au bain-marie, explique à une dizaine de personnes venues pour l'occasion comment réaliser une crème pour la peau à base d'huiles végétales. Dans l'assistance attentive on trouve notamment deux sœurs, réfugiées kurdes de Syrie installées dans les environs depuis quelques années et qui viennent régulièrement à la ferme. La présentation est ensuite suivie d'un cours de yoga. Du fait du mauvais temps, la séance axée sur la respiration aura lieu dans l'herboristerie, où un médecin travaille à développer des remèdes naturels. Les herbes qui sèchent sur des claies ou pendues au plafond parfument subtilement l'atmosphère. Au cours des discussions, une des participantes évoquera ses difficultés à dormir, l'esprit sans cesse préoccupé : par sa famille, par la crise économique qui touche durement la population, par l'impasse politique dans laquelle se trouve le peuple kurde… Si Zeki et Bishar viennent tous les jours, ils peuvent compter ponctuellement sur l'aide d'une bonne quinzaine de bénévoles qui les ont aidés à aménager les lieux. Une cabane en bois a d'abord été construite, puis la maison, le poulailler, la serre, l'herboristerie. Des panneaux solaires fournissent l'électricité et un sondage a permis de découvrir une source d'eau qui alimente le terrain. Les terres sont cultivées de manière classique ; dans la serre poussent toutes sortes de

« Pour lutter contre l'emprise de l'agriculture industrielle, la ferme écologique donne des pieds de tomate, court-circuitant ainsi la commercialisation des semis hybrides. »

Un centre écologique et social

Cette dynamique se retrouve dans le Mouvement écologiste de Mésopotamie et son antenne locale à Amed. Beaucoup des bénévoles sont né·es dans les villages et ont rejoint les villes suite à la guerre, dans les années 1990, ou tout simplement par obligation économique. Ils et elles gardent souvent une nostalgie de la vie au village, parfois idéalisée. *« Le goût d'une tomate que j'ai mangée ici m'a rappelé mon enfance »*, se souvient Siyabend, barbe noire fournie et longs cheveux noués en chignon. Il dit avoir rejoint le projet pour apprendre et transmettre des connaissances sur l'écologie. Pour lutter contre l'emprise de l'agriculture industrielle, la ferme écologique donne des pieds de tomate, court-circuitant ainsi la commercialisation des semis hybrides. Les fermiers viennent des villages voisins ou de plus loin pour les récupérer. C'est l'occasion de rencontrer et d'échanger avec les militant·es écologistes. *« En même temps qu'on donne les pieds, on montre aux fermiers comment récupérer leurs propres graines »*, raconte Zeki. Plusieurs centaines de milliers de pieds de tomates ont ainsi été distribués. Cette année, les écologistes ont également donné des graines de blé, mais les récoltes sont moins importantes — seul un dönem a été cultivé.

Les graines, richesse de la ferme, sont soigneusement conservées et inventoriées dans une maison aux murs de terre et de paille, avec une seule fenêtre pour éviter que la lumière ne les abîme. Un recoin avec des matelas permet à Zeki ou Bishar d'y passer la nuit. Un petit poêle à bois maintient une température douce. Le temps est pluvieux ; au seuil de la maison, on enlève la boue de ses chaussures sur une grille en fer avant de les retirer et de les laisser à l'entrée. Près de la porte, un tableau en bois représentant

deviennent la cause majeure de l'appauvrissement des sols. *« Le soleil tape fort à Hasankeyf, raconte Ridvan. Mais avant, cette chaleur n'était pas gênante. Maintenant qu'il n'y a plus d'eau vive, en été il y a de l'humidité, et c'est perturbant. L'autre jour, j'ai rencontré un berger : il m'a dit "Mes bêtes ne boivent pas cette eau, quand elles en boivent elles sont malades". Je lui ai demandé pourquoi et il m'a répondu : "Cette eau est différente, elle n'est pas comme l'eau vive. Car l'eau, en coulant, se filtre elle-même et se nettoie, mais comme celle-ci ne coule pas, elle reste sale." Au-delà des humains, les autres êtres vivants aussi sont dérangés. Il y avait 30 sortes d'oiseaux à Hasankeyf, et des tortues particulières : toutes ont disparu. »*

« L'État turc se livre à une politique d'appropriation par le fait : en l'aménageant, en y investissant de l'argent, il rend visible pour tous et toutes qu'il est le gestionnaire de l'espace. »

L'exploitation des fleuves par le pouvoir répond en outre à un souci de rentabilité économique à court terme, au-delà de la production électrique. Vahap nous l'explique : sur une longue portion de son cours, *« le fleuve Tigre n'a pas de statut officiel selon la législation turque : ce n'est pas un fleuve, pas une rivière, pas un lac, officiellement il n'a pas de nom. N'ayant aucune reconnaissance, vous ne pouvez rien faire pour le préserver. Cette stratégie a permis à l'État d'en faire une source de rentabilité »*. Il est ainsi le lieu d'une exploitation sauvage : bétonisation des rives pour des activités de loisir, extraction de sable, rejet de déchets… L'État turc se livre à une politique d'appropriation par le fait : en l'aménageant, en y investissant de l'argent, il rend visible pour tous et toutes qu'il est le gestionnaire de l'espace, peu importe les statuts éventuels de celui-ci.

À Diyarbakır, les jardins de Hevsel qui s'étendent au

pied des remparts de la vieille ville, le long du Tigre, fournissent un exemple des effets de cette mainmise. *« Ils ont une histoire vieille de plus de huit millénaires. On y compte jusqu'à plus de cent espèces végétales, de nombreuses sortes de poissons, près de 187 espèces d'oiseaux, d'après des recherches menées par l'université de Dicle, détaille Vahap. C'est aussi l'aire de peuplement des tortues de l'Euphrate, une espèce endémique qu'on trouve jusqu'en Irak. Cette zone a été classée par l'Unesco avec la forteresse de Diyarbakır. Avant cela, le parti au pouvoir a voulu construire, ici-même, un "jardin du peuple" et étouffer l'endroit avec du béton. Contre ce projet, la population a organisé une veille permanente, qui a commencé en 2014. Des personnes du monde entier et de différentes régions de Turquie y ont participé. Suite à cette action, les autorités ont stoppé le processus, mais les destructions ont commencé malgré tout : ils ont bétonné une partie des sols. »*



[Mars 2021 : barrage d'Ilisu, qui a provoqué l'ennoiement d'Hasankeyf.]

dans le pays, des agriculteurs et des agricultrices, des militant·es écologistes, se sont mobilisé·es pour tenter de faire revivre l'utilisation de semences locales, ainsi que les ainsi que leur collecte et leur sauvegarde — un vrai défi face à l'emprise de semences hybrides qui contaminent, par la diffusion des pollens, les champs replantés avec des graines locales. Parmi ces militant·es, on trouve notamment un public urbain, de classe moyenne, des trentenaires et quarantenaires qui s'affairent à créer des ponts entre villes et campagnes afin, notamment, de permettre la distribution des produits des petits producteurs. Ces derniers sont en effet écrasés par l'accaparement des marchés par des gros distributeurs qui fixent les prix, toujours à la baisse, mécanisme qui s'est généralisé parallèlement à la privatisation du marché des graines.



[Octobre 2021, Amed : atelier de confection de crème pour le corps]

que les donner ou les échanger, mais pas les vendre — une loi qui existe aussi en France [2].

D'autre part, le contrôle et la régulation des semences employées est délégué aux entreprises, à travers la création d'une association des producteurs de semences, TURKTOB. Cette loi s'inscrit dans une dynamique mondiale de contrôle du secteur agro-alimentaire par les multinationales. Les effets de ce changements de législation sont immédiats. De 3 % en 1995, la part des compagnies privées dans la vente de semences de blé passe à 69 % en 2017, et les montants des importations et des exportations de semences certifiées explosent. Parallèlement, d'importants moyens ont été mis en œuvre pour promouvoir auprès des fermiers l'usage des semences hybrides commerciales, et discréditer les semences locales. Utiliser ces dernières est ainsi devenu un symbole d'échec, d'arriération. Pour être moderne, il faut acheter des semences hybrides, certifiées par les grandes compagnies internationales, à la rentabilité plus grande — au détriment de propriétés nutritionnelles, gustatives, et au prix d'une fragilisation des cultures, rendues plus sensibles aux attaques de parasites ou d'insectes du fait de leur uniformisation, obligeant ainsi à une sur-utilisation de pesticides.

« En 2006, dans le cadre du processus d'adhésion à l'Union européenne, la Turquie a adopté une nouvelle loi sur les semences agricoles qui a marqué une étape décisive dans le processus de dérégulation et de privatisation de la production agricole. »

Face à cette néolibéralisation de l'agriculture qui a précarisé encore davantage la petite paysannerie, importante dans le pays, un mouvement de résistance a commencé à émerger au début des années 2000. Partout

À la limite des jardins de Hevsel, sur le site du touristique pont aux dix arcades, *« l'État a fait des berges du fleuve une zone commerciale et il bénéficie d'une rente sur tous les cafés et restaurants. La mosquée, la route et tout ce que vous pouvez voir derrière, c'est son œuvre. La situation des jardins de Hevsel est le résumé à l'échelle microscopique des politiques sur l'eau au Moyen-Orient ».* On comprend à quel point la ressource en eau a des intérêts divers : qu'il s'agisse de s'accaparer sa force motrice par des barrages pour produire de l'énergie ou d'en exploiter les berges en les bétonnant, les ambitions de l'État sont toujours les mêmes : aménager pour contrôler, saper les dynamiques collectives et locales d'utilisation de ce bien commun, en surveiller les usages.

Si, jusque-là, les chercheur·ses s'accordaient à dire que l'eau n'était pas la cause des conflits entre les puissances régionales mais pouvait en constituer le support ou le déclencheur, l'aggravation des sécheresses dues au réchauffement climatique risque de poser la question à nouveaux frais — et ce sans compter l'expansionnisme agressif d'un État turc qui assume une idéologie néo-ottomane. *« La Turquie essaie de redéfinir sa place au Moyen-Orient, ainsi que les frontières définies par les accords Sykes-Picot, dont ce sera le 100e anniversaire en 2023, analyse Vahap. Le fleuve Axas dans un avenir proche va engendrer un problème entre l'Iran, la Turquie et l'Azerbaïdjan, la rivière Asi [Orontes] entre la Turquie et la Syrie depuis Hatay. La Syrie critique particulièrement la Turquie en disant qu'elle construit des barrages sur celle-ci, la pollue et ne la partage pas. Pourtant, en Turquie, pour les partis politiques, les institutions et les mouvements écologistes, c'est compliqué de nommer clairement cette stratégie basée sur l'eau comme une guerre. »* Une guerre complexe, dont les acteurs imbriqués de gré ou de force sont autant l'État, ses périphéries

syriennes ou kurdes colonisées, les fleuves, les pays frontaliers que la communauté internationale et ses institutions.

En tentant de saper les résistances kurdes et en s'accaparant les ressources fluviales, la Turquie à la fois maintient la pression sur son sol et attise les rébellions transfrontalières dont elle est cernée. Et Vahap de conclure : *« On pourrait penser que l'instrumentalisation de l'eau à des fins de guerre relève de la théorie du complot. Mais c'est bien ce qui se produit en réalité. »*

regrette Zeki. *« Un jour, un homme âgé venu nous voir a dit qu'ici le blé sentait comme avant. Il n'y a rien de chimique »*, raconte-t-il. *« La mentalité a changé. Les gens ne se préoccupent pas de faire eux-mêmes les choses, ils préférèrent acheter ce qui vient de l'extérieur et qui leur paraît mieux. Ça fait vingt ans environ que les fermiers ont commencé à acheter leurs graines à l'extérieur. »*

Une libéralisation accentuée par l'adhésion à l'UE

Jusqu'en 1980, l'État turc était fortement impliqué dans la production agricole [1]. Les semences étaient distribuées gratuitement, ou presque, aux petits fermiers ; effet collatéral : la marginalisation de l'utilisation de semences locales remplacées par des semences hybrides choisies par l'État. Les années 1980 ont marqué un tournant néolibéral pour l'agriculture. L'État s'est désengagé au profit du secteur privé. Le prix des semences n'est plus régulé, ni leur importation. Les compagnies privées ont alors commencé à bénéficier d'avantages, comme des crédits à taux bas. Les subventions accordées aux agriculteurs se sont raréfiées, profitant surtout aux grosses exploitations industrielles. Malgré ces facilités, la mainmise privée sur le marché des graines s'est opérée lentement, les fermes d'État fournissant encore bon nombre de semences. Mais, en 2006, dans le cadre du processus d'adhésion à l'Union européenne, la Turquie a adopté une nouvelle loi sur les semences agricoles qui a marqué une étape décisive dans le processus de dérégulation et de privatisation de la production agricole. Cette loi a acté le désengagement de l'État, tout en accentuant le contrôle du secteur par les grandes compagnies agro-alimentaires. D'une part, la vente de semences locales est interdite et criminalisée. Les fermiers qui souhaitent continuer à les utiliser ne peuvent désormais

agronome leur a dit qu'il n'était pas possible que les graines utilisées donnent ce type de blé ; ils sont alors retournés voir la vieille femme, qui leur a expliqué que selon la richesse du sol, l'épi de blé adoptait une forme et une couleur différente — en l'occurrence, selon elle, ils avaient récoltés le meilleur blé possible. Parfois, il faut tâtonner et expérimenter pour retrouver la bonne manière de cultiver des graines que plus personne n'utilise.



[Octobre 2021, Amed : graines locales conservées dans la ferme écologique]

« On ne sait pas encore ce dont les graines ont besoin pour donner une bonne récolte », avance Zeki. *« On essaie jusqu'à ce qu'on y arrive. Par exemple, on a essayé un type de pastèque. La première année ça n'a pas marché. Ensuite elles ont poussé, mais en utilisant beaucoup d'eau, alors qu'on nous a dit que cette variété poussait avec très peu d'eau. »* La conservation des grains par les villageoises — ce rôle étant souvent dévolu aux femmes — n'est plus si courante : les personnes vieillissent et les jeunes ne s'y intéressent pas,

Notes

1 - Térawatt-heure : unité de mesure d'énergie. 1 térawatt-heure correspond à 1012 watt consommés pendant 1 heure.

2 - Françoise Rollan, « Le Tigre et l'Euphrate : source de conflit ou situation conflictuelle due à l'histoire ? », *Confluences Méditerranée*, vol. 58, n° 3, 2006, pp. 137–151.

3 - L'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie administre un territoire plus connu sous le nom kurde Rojava. S'y met en œuvre le projet de confédéralisme démocratique théorisé par Abdullah Öcalan, leader du PKK, lequel repose notamment sur les idées de démocratie communale, d'émancipation des femmes et de développement respectueux de l'environnement.

4 - « The Euphrates : Turkey's tool of destabilisation of Rojava », The Internationalist Commune.

5 - Jacques Bethemont, *Les Grands Fleuves, entre nature et sociétés*, 1999, Armand Colin.

6 - Maimouna Dia, « Cameroun : barrage de Nachtigal, un modèle de déploiement de l'énergie hydroélectrique en Afrique », *La Tribune Afrique*, 2019.

7 - Cariou, Alain. « Xinjiang : une nouvelle politique de développement pour une stabilité durable ? », *Outre-Terre*, vol. 48, n° 3, 2016, p. 305–312. L'État chinois a drainé de ses ressources la région autonome du Xinjiang, contrôlé et asservi les populations ouïgoures musulmanes qui y résident, contraintes à des migrations dans des quartiers sécurisés, quand ce n'est dans des camps de travail, comme l'ont révélé récemment les *China Cables*. Lire par exemple l'article du *Monde* « Un blogeur chinois sur les traces des camps de rééducation du Xinjiang », Simon Leplâtre, 25 novembre 2021.

8 - Yves Lacoste, *La Géographie, ça sert d'abord à faire la guerre*, Maspero / La Découverte, 1976.

9 - *Khoybun* signifie « être soi-même ». Cette organisation nationaliste kurde est fondée au Liban en 1927 et sera à l'origine de l'éphémère République indépendante kurde de l'Ararat, avant que la révolte ne soit écrasée en 1930 par l'armée turque.

Une ferme écologique en résistance

Un reportage de Loez, novembre 2021



La route file droit au milieu des collines, ruban de goudron traversant des champs nus aux teintes jaunes et marrons mouillés par la pluie d'une après-midi d'automne. Peu d'arbres dans ce paysage, si ce n'est, parfois, un feuillu solitaire au milieu d'un champ. On devine qu'il offre en été un coin d'ombre salutaire aux bêtes et aux humains. La « ferme écologique », projet de la Commission nourriture et agriculture de l'antenne locale du Mouvement écologiste de Mésopotamie, se situe légèrement en hauteur sur une petite colline. Attendant le début d'un atelier, quelques personnes assises près d'un feu discutent autour d'un thé à l'abri d'un toit de tôle et d'une bâche tirée. La moyenne d'âge se situe dans la trentaine. Quelques enfants s'amusent. Chats et chiens viennent chercher des caresses ; les nombreux dindons du poulailler gloussent.

Cela fait maintenant quinze ans que Zeki, vétérinaire d'une quarantaine d'années, foulard aux couleurs kurdes enroulé autour du cou et casquette à l'envers vissée sur la tête, a acheté ce terrain agricole à une poignée de kilomètres d'Amed, un peu au-dessus de l'université de Dicle. Il y exerçait jusqu'à ce qu'il en soit limogé en 2017, pris dans la vague de répression qui a suivi la tentative avortée de coup

d'État en Turquie, en juillet 2016. La colère d'Erdoğan a alors frappé toutes les forces d'opposition, en particulier dans les régions kurdes — les maires élu·es du HDP [Parti démocratique des peuples] ont été destitués et remplacés par des administrateurs d'État ; des fonctionnaires ont été limogés, notamment les syndiqués ; nombre d'associations fermées par décret. Le centre écologique d'Amed y a, lui, échappé. *« J'ai tout le temps aimé la terre. Jusqu'à l'âge de 6 ans je vivais au village. Ici, il y a 15 ans, il n'y avait pas d'eau. Nous avons cherché un autre endroit pour cultiver, mais sans succès. Nous sommes donc revenus ici. »* Il y a cinq ans, avec l'aide de Bishar, un membre du Mouvement écologiste de Mésopotamie, Zeki a décidé de faire de ses trois dönem de terre (3 000 m2) un lieu d'expérimentation écologique et de sauvegarde des semences. Ensemble, les deux hommes sont allés à la rencontre des personnes âgées dans les villages ainsi que dans les quartiers populaires des villes, où beaucoup ont été forcées de s'installer dans les années 1990, lorsque le gouvernement turc pratiquait une politique de la terre brûlée dans sa lutte contre la guérilla du PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan]. Aux ancien·nes, ils ont demandé comment elles et ils cultivaient la terre autrefois, avant que les semences hybrides et les engrais chimiques ne deviennent la norme. Parfois, ils ont découvert des trésors.

« Parfois, il faut tâtonner et expérimenter pour retrouver la bonne manière de cultiver des graines que plus personne n'utilise. »

Une vieille femme d'un village de la vallée de la Dicle (le Tigre), âgée de plus de 90 ans, leur a donné une chaussette remplies de graines qu'elle conservait précieusement. Ils les ont fait pousser, et ont obtenu des blés qu'ils ne reconnaissaient pas. Interrogé, un ingénieur